





37^e congrès
FGM CFDT

La F.G.M. se trouve renforcée pour conduire une action efficace

Le 37^e Congrès de la F.G.M.-C.F.D.T. s'est déroulé à STRASBOURG, du 24 au 27 novembre 1977. Il a réuni 620 délégués des syndicats C.F.D.T. de la métallurgie, représentant les 140 000 adhérents de notre fédération.

Une centaine d'invités étaient également présents : représentants de la Confédération, d'autres fédérations C.F.D.T., des Organisations syndicales étrangères (ITALIE, ESPAGNE, BENELUX, SCANDINAVIE, ALGÉRIE, YOUGOSLAVIE...), de la F.I.O.M. et de la F.E.M. (Organisations internationale et européenne des métallurgistes, auxquelles la F.G.M. - C.F.D.T. est affiliée), de la F.T.M. - C.G.T., d'autres organisations françaises avec lesquelles la C.F.D.T. a des contacts (J.O.C., Amnesty International, Comité anti-Outspan...).

La composition du Congrès : 63 % d'ouvriers, 23 % de techniciens, 9 % d'administratifs, 3 % d'agents de maîtrise, 2 % de cadres moyens ; 33 femmes, soit 6,35 % (un taux insuffisant lorsque l'on sait que les travailleuses représentent 20 % des 3 millions de métallurgistes) ; âge moyen des congressistes : 33 ans.

Une stratégie d'action démocratiquement élaborée...

Comme cela s'est confirmé à STRASBOURG, un Congrès doit être un moment privilégié pour vérifier le fonctionnement démocratique de notre organisation syndicale à tous les niveaux. Et cela à travers le bilan

de trois années passées et l'élaboration collective de nos positions et propositions pour les 3 années qui viennent, en fonction de notre analyse de la situation et de ses évolutions prévisibles.

En ce sens, notre 37^e Congrès a démontré la vitalité de la F.G.M.-C.F.D.T., son dynamisme, sa cohésion par des débats vivants alimentés par les apports des syndicats et faisant le lien entre des positions théoriques et idéologiques, les réalités vécues par les travailleurs et les luttes qu'ils mènent dans, et hors de l'entreprise. Ce qui, déjà, prouve que les adhérents ont pu s'exprimer car ce sont bien leurs revendications immédiates, leurs aspirations profondes qui ont été prises en compte lors de ce Congrès.

Et l'ensemble des congressistes s'est attaché à définir les voies et moyens pour faire aboutir ces revendications et

aspirations, pour donner à l'action toute son efficacité face à un patronat intransigeant, pour combattre dans les meilleures conditions la politique économique et sociale de ce même patronat et du gouvernement actuel à son service, pour intensifier les luttes contre l'austérité, le chômage, la répression.

A travers 61 interventions, les syndicats se sont largement exprimés sur les deux rapports d'activités et d'orientations soumis au Congrès. Ils l'ont fait en relatant les luttes des travailleurs, leur action quotidienne, en apportant leur contribution et celle de tous leurs adhérents dans l'élaboration de notre stratégie d'action.

La crise du système capitaliste, la politique patronale et gouvernementale sous ses multiples aspects, l'Union des Forces Populaires, les objectifs revendicatifs et initiatives d'action avancés par la F.G.M., la dé-



marche pour faire aboutir notre projet de Convention Collective Nationale (luttés d'ensemble), le fonctionnement de nos structures et les moyens financiers pour accroître l'efficacité de notre action : autant de problèmes largement évoqués. Au total, ces interventions ont manifesté un large accord sur les orientations proposées par le Conseil Fédéral sortant.

... Et massivement approuvée par le Congrès

Cet accord s'est d'ailleurs traduit dans les différents votes intervenus à ce Congrès qui ont donné près de 90 % des suffrages en faveur des textes proposés.

Bien sûr, il y a eu quelques critiques. Dans la plupart des cas, elles visaient à faire avancer le débat, à améliorer l'action de la F.G.M. et son fonctionnement. Et ce Congrès n'a pas été l'occasion de violents affrontements verbaux, de votes de méfiance ou d'interventions étrangères à l'action syndicale, propulsées par quelque organisation que ce soit.

Les congressistes étaient venus pour débattre de l'action syndicale et des conditions à réunir pour donner toute leur efficacité aux luttes sociales : c'est ce qui a été fait. Et tous les adhérents et responsables de la F.G.M.-C.F.D.T. peuvent se féliciter collectivement du travail accompli, car la F.G.M.-C.F.D.T., grâce à cette stratégie d'action démocratiquement élaborée et massivement approuvée, se trouve renforcée pour conduire l'action dans les mois qui viennent, alors que les métallurgistes sont confrontés à de dures réalités.

Lutter pour l'emploi, pour un autre emploi

Ainsi, à l'issue de ce Congrès, la F.G.M.-C.F.D.T. est dotée d'une stratégie d'action lui permettant d'assumer toutes ses responsabilités de force syndicale dans la période actuelle. Les débats du Congrès ont permis de préciser, clarifier,

compléter cette ligne de conduite stratégique que nous avons tous à mettre en œuvre maintenant. La résolution générale initialement soumise aux syndicats s'est trouvée profondément remaniée par de nombreux amendements pris en compte.

Lors de la discussion de cette résolution générale, le Congrès a eu à trancher entre des conceptions différentes sur l'Union des Forces Populaires, sur les exigences et initiatives de la C.F.D.T. en cas de victoire de la gauche (comités locaux de l'emploi, conseils d'ateliers) sur le processus d'action nationale face à l'U.I.M.M., sur le rôle du syndicat... Des interrogations ont été posées concernant les conditions de l'unité d'ac-

projet de Convention Collective Nationale afin de les préciser et de les adapter aux réalités du moment.

Ce Congrès a donc été centré sur l'action, l'action prise dans toute sa dimension : action permettant à la fois de faire aboutir les revendications immédiates et de conduire à la transformation profonde de la société. Nous avons ainsi bien répondu collectivement au thème central choisi pour ce Congrès : « LUTTER POUR L'EMPLOI, POUR UN AUTRE EMPLOI », il s'agit maintenant de mettre en œuvre les décisions prises, décisions qui nous engagent tous et qui détermineront nos choix politiques, nos initiatives, notre action pour les trois ans à venir.



tion, le contenu des nationalisations, le fonctionnement de nos structures, les moyens exceptionnels pour financer l'action...

Un certain nombre d'acquis ont ainsi été dégagés. Et certains problèmes continueront d'être débattus au sein de notre organisation. Le nouveau Conseil Fédéral aura à se saisir en suspens, pour leur trouver des solutions satisfaisantes ou pour proposer de nouvelles orientations au prochain Congrès, en fonction de l'avis formulé par nos adhérents.

De même, le Conseil Fédéral veillera à l'application et à la mise en œuvre des orientations prises et poursuivra ses réflexions sur les objectifs revendicatifs contenus dans notre

Ainsi, avec cette stratégie que nous avons élaborée ensemble, et qui a été massivement approuvée au Congrès, nous possédons un outil essentiel pour faire en sorte que le slogan du Congrès devienne réalité « PAR L'ACTION SYNDICALE, TRANSFORMER LES CONDITIONS DE L'EMPLOI ET CONSTRUIRE LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE. »

Nous avons vécu un grand Congrès. Il nous appartient à tous, maintenant, de traduire les textes dans notre pratique syndicale. Pour cela, tous nos adhérents doivent être à l'initiative de l'action, devenir les « propagandistes » de nos propositions auprès des autres travailleurs et contribuer au renforcement de notre organisation.

L'ESSENTIEL DES DÉBATS

Ce 37^e Congrès Fédéral s'est déroulé en trois grandes phases : le débat sur les rapports d'activité et d'orientation, soumis au Congrès, le débat sur notre projet de Convention Collective Nationale, la discussion de la résolution générale.

Il faut signaler que ces travaux avaient été précédés d'une intense préparation dans les syndicats qui avaient la responsabilité de débattre avec tous les adhérents des enjeux de ce Congrès et des caractéristiques essentielles de la stratégie d'action proposée par le Conseil Fédéral sortant.

Enfin, ce Congrès a été l'occasion du renouvellement du Conseil Fédéral qui a la responsabilité de mettre en œuvre les décisions de ce 37^e Congrès. Le nouveau Conseil Fédéral est composé de 59 membres : il a lui-même élu la nouvelle Commission Exécutive (voir encadré).

I - Le débat sur les rapports d'activités et d'orientation

- un rapport d'activités constituant un bilan de l'action engagée au cours des trois dernières années et de l'application des décisions prises lors du précédent Congrès.

- un rapport d'orientations précisant l'analyse de la F.G.M.-C.F.D.T. du contexte actuel et de ses évolutions prévisibles, définissant une stratégie et des objectifs d'actions, et fixant des moyens pour atteindre ces objectifs.

Ensuite, et pendant deux jours, 61 représentants des syndicats sont venus s'exprimer à la tribune pour donner leur appréciation sur ces deux rapports.

C'est ensuite J.M. LE DUC, secrétaire national, qui a répondu aux interventions sur le rapport d'activités et sollicité le quitus du Congrès, quitus accordé par 88,10 % du Congrès (vote par mandats).

II - Le débat sur la Convention Collective Nationale

Le projet de C.C.N. a été présenté par G. GRANGER, secrétaire National.

Rappelons qu'un avant projet avait été envoyé aux militants abonnés au B.M. Hebdo, que les syndicats avaient déjà pu, par l'intermédiaire de leurs Unions Métaux respectives, envoyer un certain nombre « d'amendements » (344 reçus à la F.G.M. avant le 10 octobre dont un nombre important a été intégré).

Au Congrès, 20 représentants des Unions Métaux se sont exprimés à la tribune pour donner les avis recueillis dans les syndicats sur la démarche, les objectifs et la popularisation de ce projet du C.C.N. Une masse de précisions a été apportée par les intervenants qui ont unanimement porté une appréciation positive sur ce projet et sur la stratégie d'action qu'il sous-entend.

Ce projet de Convention Collective Nationale, pris en compte et enrichi par les syndicats à ce Congrès doit permettre, à travers la démarche proposée et des objectifs revendicatifs crédibles et novateurs, de mobiliser massivement et unitairement les métallurgistes dans un processus de lutte d'ensemble face à l'U.I.M.M.

Toutes nos organisations, tous nos adhérents, auront dans les semaines à venir, à populariser le contenu de ce projet, à proposer à tous les travailleurs, nos objectifs et initiatives d'action, à engager les luttes nécessaires.

III - Le débat sur la résolution générale

Adoptée à l'issue d'un Congrès, la Résolution Générale, constitue

notre ligne de conduite stratégique pour les 3 ans à venir. Elle détermine nos positions et propositions, nos initiatives, notre politique d'action dès à présent. Elle s'applique à tous nos adhérents, à toutes nos organisations et non seulement aux « organes dirigeants » de la F.G.M.-C.F.D.T.

C'est Jacques CHEREQUE, Secrétaire Général, qui a présenté au nom du Conseil Fédéral sortant unanime, cette Résolution Générale soumise au Congrès, tout en apportant des réponses aux interventions sur le rapport d'orientation.

La discussion a ensuite porté sur les amendements pour le débat.

Sur 329, amendements déposés par les syndicats, le Conseil Fédéral et sa Commission des Résolutions en avaient intégré 120 dans la Résolution Générale initiale qui s'en était trouvée profondément remaniée, d'autant plus que les 120 amendements recouvraient une grande partie d'autres amendements non retenus. Enfin, le Conseil Fédéral avait retenu, cette année, 22 amendements jugés fondamentaux pour soumettre au débat du Congrès.

Ces 22 amendements se classaient en deux catégories :

- ceux que le C.F. avait estimé intégrales dans la Résolution Générale car ils la complétaient ou mettaient l'accent sur certains problèmes traités trop superficiellement,

- ceux que le C.F. avait jugés antagonistes à la démarche proposée dans le projet de Résolution Générale mais qui concernaient, néanmoins, des problèmes réels posés au sein de l'Organisation.

Les syndicats concernés ont eu la possibilité de venir défendre leurs amendements à la tribune. Certains syndicats ont pu venir les combattre. Enfin, les rapporteurs (Michel BOURSET et Frédo MOUTET, secrétaires (nationaux) ont exprimé l'avis de la Commission des Résolutions et du Conseil Fédéral avant de conclure soit à l'intégration, soit au rejet de ces amendements.





Parmi ces amendements, une motion préalable des syndicats de BELFORT, BESANCON et VESOUL, faisait grief aux organes dirigeants de la F.G.M.-C.F.D.T. de ne pas avoir appliqué les décisions du Congrès de GRENOBLE concernant un vaste débat dans l'organisation sur les structures. Le rapporteur a rappelé que ce débat avait eu lieu, que les syndicats en avaient eu connaissance et aurait dû exprimer, à l'époque, leurs critiques sur le projet soumis.

Un vote par mandats a eu lieu sur cette motion préalable qui a été rejetée par 85,56 % du Congrès.

Tous les autres votes ont eu lieu à « mains levées ».

Plusieurs amendements ont été acceptés par le Congrès :

- trois amendements mettant l'accent, respectivement, sur l'utilisation de l'informatique contre les libertés, les atteintes multiples aux libertés syndicales, les mesures discriminatoires à l'encontre des immigrés,
- un amendement précisant que nos revendications ne prendraient tout leur effet dans le cadre d'une alternative de gauche, qu'à condition que cette alternative s'accompagne d'une mobilisation des travailleurs.
- un amendement précisant la position de la F.G.M.-C.F.D.T. sur l'énergie nucléaire et ses dangers,
- un amendement réclamant la poursuite de notre réflexion sur les nationalisations dans diverses branches industrielles,
- un amendement mettant l'accent sur nos axes revendicatifs pour l'amélioration des conditions de travail,
- un amendement insistant sur la maîtrise de l'évolution de la hiérarchie,
- un amendement concernant la formation permanente, son utilisation actuelle par le patronat, nos propositions en la matière,
- un amendement dénonçant le commerce international des armes
- un amendement mettant l'accent sur la formation syndicale inter-professionnelle pour un réel développement de la conscience de classe sans toutefois faire l'impasse sur

les autres types de formation syndicale,

- un amendement concernant la presse fédérale, pour une meilleure définition des différentes publications de la F.G.M.-C.F.D.T.
- un amendement, enfin, qui demande à la F.G.M.-C.F.D.T. de poursuivre le débat avec ses syndicats, avant de prendre une décision sur les moyens financiers exceptionnels (nouveaux moyens, en dehors de la cotisation, pour financer notre action syndicale et accroître son efficacité).

D'autres amendements, jugés antagonistes avec notre démarche ou nécessitant une nouvelle réflexion au sein de l'organisation, ont été rejetés par le Congrès. Il s'agit, pour l'essentiel :

- d'un amendement tendant à nier l'existence de l'Union des Forces Populaires,
- d'un amendement modifiant la composition tripartite (syndicats, pouvoirs publics, patronat) des comités locaux d'emploi revendiqués par la C.F.D.T. dans le cadre de la victoire de la gauche pour, justement, permettre la négociation avec le patronat,
- d'un amendement visant à créer des Conseils d'Ateliers dans toutes les entreprises en cas de victoire de la gauche alors que la C.F.D.T. s'est prononcée pour des Conseils d'Ateliers dans les seules entreprises nationalisées, dans lesquelles le patronat sera dépossédé de toute gestion, de tout pouvoir.
- d'un amendement concernant le fonctionnement des Conseils d'Ateliers (travailleurs élus et révocables) Pour la F.G.M., la réflexion doit se poursuivre en la matière et toute décision devra tenir compte de tous les dangers de manipulation, de manœuvres partisans et autres agissements minoritaires qui pourraient être révélés sous couvert de « démocratie » à travers la notion de « révocabilité ».
- d'un amendement visant à fixer des plans d'actions précis pour mettre en œuvre notre stratégie d'action alors qu'en fait cette mise

en œuvre ne peut dépendre que du niveau de mobilisation des travailleurs dans les entreprises,

- d'un amendement minimisant le rôle du syndicat alors que pour la F.G.M.-C.F.D.T., le syndicat constitue la base d'élaboration de la politique fédérale et confédérale,
- d'un amendement réclamant de la Fédération des moyens financiers pour le fonctionnement des Inters (structures de liaison, de coordination entre les sections syndicales d'un même groupe industriel). Le débat doit se poursuivre dans l'organisation sur le rôle et le fonctionnement des Inters.

A l'issue de cette discussion, il a été procédé à un vote par mandats :

La Résolution Générale définitive a été adoptée **par 89,29 % des votants contre 7,74 % et 2,96 % d'abstentions**. Un large accord s'est ainsi manifesté en faveur de cette ligne de conduite stratégique que nous avons maintenant à inscrire dans les faits.

LA NOUVELLE COMMISSION EXÉCUTIVE

La Commission Exécutive Fédérale est composée des 18 membres suivants :

Président
Pierre **ROBERT** (Basse-Normandie)
Secrétaire Général
Jacques **CHEREQUE**
Trésorier et Secrétaire Général adjoint
Frédo **MOUTET**
Secrétaire Nationaux
Michel **BOURSET**
Claude **COUREAU**
Georges **GRANGER**
Jean **LAPEYRE**
Jean-Marc **LE DUC**
Louis **MORICE**
Bernard **POIRIER**
Membres
Rémy **ALLANOS** (Région Parisienne)
Jacques **GAUTHIER** (Hte-Normandie)
René **HUIN** (Lorraine)
Jean **LIMONET** (Bourgogne)
Gaby **MEGANCK** (Nord)
Jean-Marie **PAGES** (Rhône-Alpes)
Daniel **REMOND** (Pays de Loire)
Jean-Louis **VERNIOL** (Midi-Pyrénées)

UNE ANALYSE DE LA SITUATION OBJECTIFS D'ACTION, DES MOYENS



LUTTER POUR L'EMPLOI, POUR UN AUTRE EMPLOI

Notre 37^e Congrès était centré sur le thème : « Lutter pour l'Emploi, pour un autre EMPLOI », thème également repris dans le titre de la Résolution Générale adoptée à l'issue du Congrès :

- Lutter pour l'EMPLOI, c'est engager l'action pour assurer le droit à l'emploi pour chaque travailleur, c'est-à-dire lutter contre le chômage, les licenciements, pour une réduction massive et compensée du temps de travail...

- Lutter pour un AUTRE EMPLOI, c'est prendre les moyens par l'action syndicale, d'une transformation fondamentale de nos conditions de travail et de vie, imposer au patronat et au gouvernement, les exigences des travailleurs concernant les salaires, la qualification, la sécurité, les libertés syndicales...

C'est-à-dire aussi et surtout, rompre avec le système capitaliste, avec son type de développement, son modèle de consommation, son idéologie, sa politique économique et sociale... et obtenir de nouveaux droits et pouvoirs pour les travailleurs.

Comment y parvenir ? Nous répondons à cette question dans la conclusion de la Résolution Générale reprise en slogan à notre Congrès :



**« PAR L'ACTION SYNDICALE,
TRANSFORMER LES CONDITIONS
DE L'EMPLOI ET CONSTRUIRE LE
SOCIALISME AUTOGESTION-
NAIRE ».**

Nous reprenons ci-dessous le schéma de la Résolution Générale adoptée au 37^e Congrès.

Cette Résolution Générale, complétée par notre projet de Convention Collective Nationale, comporte deux parties :

A) LA C.F.D.T. FACE A LA CRISE CAPITALISTE

I) Un contexte marqué par la crise du système capitaliste, une crise profonde et durable, à l'échelon international,

- avec application par le pouvoir et le patronat d'une politique d'austérité qui permet une vaste restructuration industrielle. Les capitalistes entendent ainsi maintenir et accroître leurs marges de profit et conserver leur pouvoir ;

- avec des bouleversements profonds dans la métallurgie (restructuration des grands groupes industriels, branches industrielles sabordées...);

- avec des conséquences graves pour les travailleurs : chômage, dégradation du pouvoir d'achat, des conditions de travail, répression...

II) Le développement industriel capitaliste de plus en plus contesté

- Luttés sociales contre le travail à la chaîne, les produits toxiques, mise en cause du travail posté, refus d'accepter la fatalité en matière d'emploi, mise en cause de la politique salariale, de la hiérarchie actuelle, début de convergence entre les luttes dans les entreprises et la contestation hors de l'entreprise...

III) La réponse de la C.F.D.T. : LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Face à la crise actuelle du système capitaliste et à sa logique de développement, la seule solution, la seule alternative c'est le socialisme autogestionnaire capable de modifier profondément et durablement les structures de productions et de consommations et de faire des choix fondés sur les aspirations du peuple.

Pour vaincre la droite, satisfaire les besoins prioritaires des travailleurs et engager les transformations qui permettront la construction du socialisme autogestionnaire, la C.F.D.T. s'est prononcée pour **L'UNION DES FORCES POPULAIRES**, c'est-à-dire l'union dans l'action de toutes les forces de gauche qui acceptent de lutter ensemble sur une base de classe pour réunir les conditions du passage au socialisme. Cette union suppose une convergence entre les stratégies en présence.

Pour cela, la mobilisation des travailleurs est déterminante, mobilisation que la C.F.D.T. entend impulser avec des propositions crédibles, concrètes et novatrices, c'est-à-dire avec des revendications qui répondent aux problèmes immédiats des travailleurs et qui permettent d'engager des changements et d'assurer leur caractère irréversible.

Cette Union des Forces Populaires doit être fondée sur l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques.



Fédération Générale de la Métallurgie

Pour une action efficace lutter ensemble sur des objectifs communs



Jamais peut-être, autant qu'en ce début de 1978, les métallurgistes n'ont eu d'aussi bonnes raisons de lutter pour modifier la situation qui leur est faite.

Tout au long de l'année 1977, les promesses rassurantes n'ont pas manqué de la part du patronat et du gouvernement. Cependant, à l'heure du bilan, la réalité apparaît dans toute sa rigueur, bien différente de ce qui était annoncé, dévoilant les véritables intentions du patronat de la métallurgie.

- **La situation de l'emploi se détériore de jour en jour.** Le chômage partiel s'étend ; les licenciements et fermetures d'entreprise se multiplient, entraînant la mise à sac de branches industrielles entières.(navale, aéronautique, sidérurgie, machine-outil, horlogerie...)
- **Les conditions de travail se dégradent.** C'est la chasse aux temps morts. L'accélération des cadences, l'introduction généralisée de l'informatique qui entraîne une déqualification du travail et une parcellisation accrue des tâches.
- **Les libertés, les droits des travailleurs et de leurs organisations syndicales sont combattus.** Avertissements, mise à pied, remises en cause d'avantages acquis se multiplient.
- **En matière de salaires, c'est le refus de négocier et le règne de l'arbitraire.** En 1977, le pouvoir d'achat a régressé.

Les métallurgistes, de plus en plus nombreux, comprennent qu'il ne s'agit pas, comme on tente de le faire croire, de retombées automatiques d'une crise contre laquelle on ne peut rien, ni d'un « mal nécessaire » pour redresser la situation.

NON ! en réalité, les travailleurs sont victimes d'une politique d'ensemble décidée, voulue, parfaitement condamnée, dont l'objectif est de leur faire payer la réorganisation de l'appareil de production capitaliste.

Tout se tient ; tout s'ordonne autour de cet objectif. Aussi le plan BARRE est-il avant tout l'instrument concret de cet effort des capitalistes pour repartir sur de nouvelles bases.

Cette politique conduit aujourd'hui à une régression sans précédent des conditions de vie et de travail. Elle est aussi dangereuse pour l'avenir, car les décisions prises sur le plan industriel auront de graves conséquences demain si rien ne vient modifier le cours des événements.

Seule une action efficace est en mesure de s'opposer à la politique patronale.

Il est donc **URGENT, NÉCESSAIRE** que les métallurgistes qui vivent partout les mêmes situations, **AGISSENT** pour **IMPOSER LEURS PROPRES EXIGENCES.**

Il faut, comme le propose la F.G.M./C.F.D.T., que dans toutes les entreprises s'exprime la volonté des métallurgistes d'imposer la négociation sur des revendications communes à tous, à travers des luttes, coordonnées, impulsées, toutes dirigées vers un objectif central : **CONTRAINdre L'U.I.M.M. A NÉGOcier UNE CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE.**

Pour la Convention Collective Nationale

Une stratégie de luttes d'ensemble

Des propositions de la FGM CFTD

Les luttes isolées deviennent de plus en plus difficiles, alors que les revendications deviennent de plus en plus importantes et urgentes. Cela ne peut plus durer. Les conditions de vie et de travail des métallurgistes se dégradent de jour en jour et leurs actions se heurtent à un front patronal intransigeant qui emploie tous les moyens de pression et de répression sur les salariés, pour imposer sa politique d'austérité.

...Les travailleurs paient de leur emploi, de leurs salaires, de leurs conditions de travail, les concentrations, les restructurations, le bradage de nos industries. Les multi-nationales s'en donnent à cœur joie, avec nos « grands industriels » et pourquoi se gêneraient-ils ? Alors que le gouvernement et les Pouvoirs Publics sont tout à leur service à leurs intérêts.

Notre 37^e Congrès réuni à Strasbourg fin novembre a largement débattu de cette situation et des propositions nécessaires pour en sortir.

Ce 37^e Congrès a été un congrès pour l'action, parce que celle-ci est le seul moyen pour permettre aux travailleurs d'imposer au patronat leurs revendications immédiates dans la négociation de la Convention Collective Nationale. L'action et la mobilisation sont aussi les seuls moyens pour redonner confiance aux travailleurs dans une alternative de gauche possible. Pour cela, il faut que tous les métallurgistes soient conscients de l'enjeu pour développer une lutte à la hauteur. Il faut mettre en échec la politique actuelle du patronat et du gouvernement, en frappant, là où se situe le pouvoir de décision et pour les métallos il s'agit de l'U.I.M.M. (Patronat national de la Métallurgie).

C'est à partir de l'action dans les entreprises que nous voulons que les métallos fassent converger leurs luttes, avec de plus en plus de force, de coordination de masse. C'est tous, solidaires dans la lutte, du Nord à l'Aquitaine, de la sidérurgie à l'informatique, que nous ferons plier le patronat et l'obligerons à négocier la C.C.N.

Pour la Convention Collective Nationale

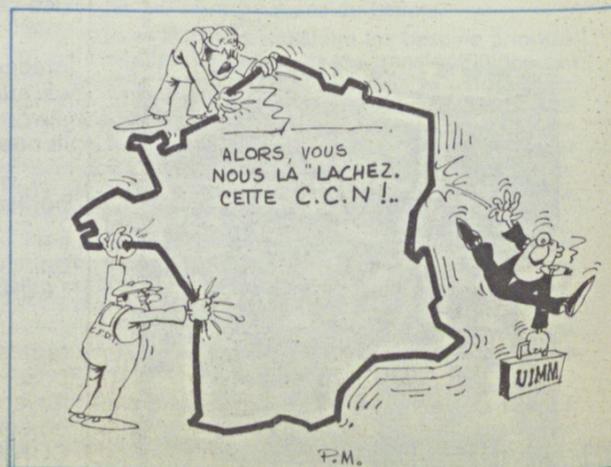
Cet objectif proposé par la F.G.M. depuis des années, s'est imposé peu à peu comme un objectif fondamental à la grande masse des métallurgistes qui refusent la situation anarchique et arbitraire actuelle.

Ils en ont assez d'être divisés suivant leurs régions, leurs industries, leurs catégories ; ils en ont assez des disparités, des inégalités, des injustices, des copains défavorisés, marginalisés, dans certains secteurs comme les garages, la bijouterie, les frigoristes...

Les métallos exigent maintenant, de plus en plus fort, une convention Collective Nationale, applicable à l'ensemble des travailleurs de la métallurgie, sans distinction géographique, catégorielle ou d'industrie.

Le 37^e Congrès de la F.G.M. de novembre 77 a réaffirmé massivement cet objectif tout en complétant et précisant les différents chapitres de la C.C.N. par une contribution exceptionnelle de tous nos syndicats.

C'est en prenant en compte les revendications des métallos (salaires, pouvoir d'achat, qualifications, emploi, réduction massive du temps de travail, conditions de travail, droits et libertés) en leur donnant une dimension et une signification nationales que nous arriverons à contraindre l'U.I.M.M. et l'ensemble des patrons à négocier nationalement et dans les entreprises.



Une stratégie de luttes d'ensemble

Pour que notre action soit efficace, alors que le patronat est organisé nationalement pour combattre les travailleurs, nous ne pouvons plus laisser des entreprises lutter isolément les unes après les autres au risque d'échec.

A partir des débats dans les entreprises, débats unitaires, nous devons prendre des initiatives d'action à tous les niveaux, entreprises, régions, trusts, secteurs industriels... ainsi se développeront un puissant mouvement, une force, qui obligeront l'U.I.M.M. à négocier.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est important que cette lutte d'ensemble des métallos soit préparée par de larges débats au cours d'Assemblées dans les entreprises. La consultation des travailleurs, leur adhésion à un projet commun, à une action commune constitueront la garantie d'un engagement de masse et le succès de notre lutte pour la Convention Collective Nationale.

La stratégie de lutte d'ensemble permet d'unifier tous les métallurgistes dans la lutte autour d'un projet qui est la seule réponse possible sur les revendications et les changements nécessaires pour sortir de la crise. Contre le Patronat qui multiplie ses coups et nous oblige souvent dans les entreprises à mener des actions défensives, sur les avantages acquis, la répression, l'emploi, c'est le moyen, enfin, de passer à l'offensive.



Les propositions de la F.G.M.-C.F.D.T.

Après son 37^e Congrès, la F.G.M. se trouve renforcée pour l'action, elle est dotée d'une stratégie démocratiquement élaborée et massivement adoptée.

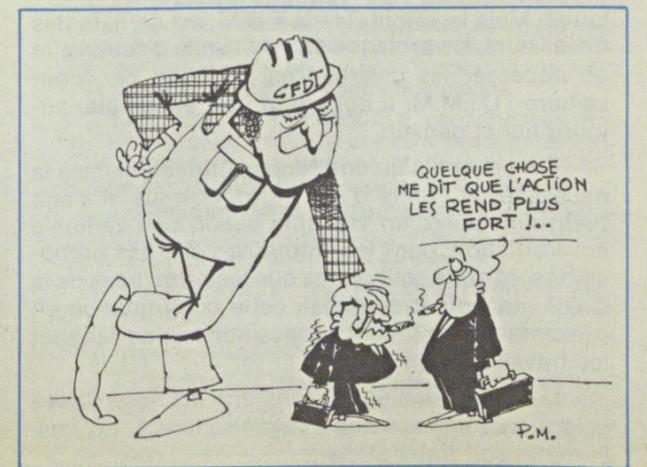
Nous avons un objectif, la Convention Collective Nationale : mais pour y aboutir, il faut en prendre les moyens.

La F.G.M.-C.F.D.T. en a la ferme volonté !

Voici nos propositions, celles que nous avons faites à la F.T.M.-C.G.T., qui les a jusqu'à présent refusées :

- 1) Organiser avant début février, le débat et la consultation des travailleurs dans les entreprises pour décider de l'action à mener dans le cadre d'un processus national engageant tous les métallos. Ces débats et Assemblées devraient se réaliser au cours d'un arrêt de travail d'une heure minimum à l'initiative des sections syndicales pendant cette période.
- 2) Engager avec la F.T.M.-C.G.T. et ses organisations une campagne d'action sur la C.C.N. permettant d'amplifier et de coordonner la lutte de l'ensemble des métallurgistes face à l'U.I.M.M.

Il dépend de tous nos adhérents que nous puissions mettre en œuvre ces initiatives, pour dépasser le désaccord avec la C.G.T. C'est dans chaque entreprise que nous devons impulser le débat et engager l'action pour la C.C.N.



Une FGM active dynamique et renforcée

Nous sommes forts d'un projet, la C.C.N. qui unifie tous les métallurgistes dans l'action, nous sommes forts également d'une stratégie d'action qui doit nous permettre d'aboutir à nos objectifs revendicatifs, mais il reste encore une chose dont nous avons besoin, **le renforcement de notre organisation.**

Il nous faut **des militants, des adhérents actifs** sur le terrain, dans l'entreprise, capables d'être à l'écoute de tous les problèmes, de comprendre les préoccupations et les revendications des salariés qu'ils soient O.S., techniciens ou ingénieurs, qu'ils soient immigrés, jeunes ou femmes, pour les défendre et les inscrire dans l'action de la section syndicale, pour les faire participer aussi à l'action syndicale.

Il nous faut **une organisation dynamique** capable d'être toujours au premier rang pour développer la démocratie syndicale par la participation active des travailleurs. Dynamique dans son action quotidienne, dans les luttes, notre organisation doit exprimer par son activité syndicale, le débat et la confrontation, la puissance collective des travailleurs.

Il nous faut enfin **une F.G.M.-C.F.D.T. renforcée** à l'heure d'une bataille importante, c'est une question fondamentale.

Les élections professionnelles démontrent jour après jour que l'audience de la F.G.M.-C.F.D.T. se renforce dans les entreprises, que nos idées gagnent du terrain. Nous avons donc beaucoup de sympathisants qui n'ont pas encore franchi le pas de l'adhésion, ils n'attendent peut être qu'un peu plus de hardiesse et de volonté dans notre activité de syndicalisation, ils n'attendent peut être qu'un geste de vous, adhérents C.F.D.T., pour venir nous rejoindre.



Par le débat avec les travailleurs renforcer l'unité d'action

Des problèmes, oui, il y a des problèmes unitaires. Mais la volonté de la F.G.M. est de faire des travailleurs, les protagonistes de l'unité d'action afin de dépasser les divergences actuelles, car, pour vaincre l'U.I.M.M. il nous **faut agir ensemble**, aujourd'hui et demain.

Cela est plus qu'une simple affirmation dans la nécessité de l'unité d'action ; pour nous, il s'agit bien d'instaurer un véritable débat, une véritable confrontation, dans les entreprises, sur nos propositions, et nous souhaitons que les camarades de la C.G.T. acceptent ce débat, cette confrontation en présentant aussi leurs propositions et en laissant les travailleurs en discuter.

De plus, nous souhaitons que les Assemblées soient communes à nos 2 organisations et qu'ainsi le débat soit franc et clair.

Notre adversaire est de taille et l'enjeu important ; nous ne pouvons pas laisser disperser nos forces, ni notre énergie dans des polémiques stériles qui ne conduisent qu'à l'inaction.

Il faut agir ; il faut agir ensemble, cet impératif, tous les métallos de la C.F.D.T. doivent l'avoir en tête.

C'est donc de notre capacité à lancer et à animer le débat dans les entreprises au niveau des ateliers, des bureaux, des chaînes, des Assemblées de travailleurs... que dépend la réussite de l'action pour la C.C.N. C'est à vous, adhérents de la C.F.D.T. d'être à la pointe de l'action, à la pointe de l'unité pour vaincre l'U.I.M.M. et aboutir enfin sur nos revendications essentielles.

ION, UNE STRATÉGIE ET DES MOYENS POUR ÊTRE EFFICACES

Elle doit permettre une prise du pouvoir politique reposant sur la mobilisation populaire.

B) LA F.G.M.-C.F.D.T., SA STRATÉGIE D'ACTION POUR LES TROIS ANS A VENIR

Cette stratégie d'action tend vers un objectif global :

« ASSURER UN AUTRE EMPLOI POUR LES MÉTALLURGIQUES »

Cet objectif prend en charge les aspects concrets des conditions de vie et de travail des métallurgistes. Il indique également les moyens à mettre en œuvre pour atteindre une véritable transformation de la condition du travailleur de la métallurgie. Il est traduit dans un programme revendicatif centré sur les besoins des travailleurs et orienté par notre conception autogestionnaire du socialisme.

Les 4 séries de revendications : pour l'emploi, les salaires et classifications, les conditions de travail et les libertés sont négociables dès aujourd'hui dans le contexte de lutte anticapitaliste.

Cependant, elles donneront tous leurs effets dans le cadre d'une autre politique, dont les bases ne pourront être jetées qu'à partir de l'alternative de Gauche et dans le cadre d'une mobilisation des travailleurs.

I) UNE POLITIQUE D'ACTION REVENDICATIVE

La croissance économique à tout prix, la course aux investissements, la consommation d'énergie, et le gaspillage sont des supports du développement capitaliste dans sa recherche du profit maximum. La F.G.M.-C.F.D.T. affirme donc « un autre type de développement industriel améliorerait durablement les conditions de l'emploi. »

Suivent nos principaux axes revendicatifs : emploi, conditions de travail, salaires et pouvoir d'achat, classifications, droits et pouvoirs des travailleurs, des travailleuses et de leurs organisations syndicales : le pouvoir syndical et l'élargissement du droit des travailleurs, le pouvoir des travailleurs dans les entreprises nationalisées.

Nous reviendrons sur les axes revendicatifs, sur leur contenu, sur leur formulation en revendications concrètes, reprises dans notre projet de Convention Collective Nationale.

II) LA STRATÉGIE D'ACTION DE LA F.G.M.-C.F.D.T.

1) La lutte d'ensemble des métallurgistes face à l'U.I.M.M., pour éviter des actions isolées et réunir le rapport de forces national de nature à imposer la satisfaction de nos revendications (voir pages « action »).

2) Une pratique démocratique d'action syndicale.

3) La conquête de la Convention Collective Nationale pour tous les métallurgistes. Cela est une nécessité :

- nécessité face à la dispersion et au vide des systèmes conventionnels dans la métallurgie ;

- nécessité pour unifier les garanties et statuts sociaux de tous les travailleurs ;

- nécessité pour faire converger les luttes et leur donner l'impact indispensable pour faire céder l'U.I.M.M.

4) Une unité d'action réactivée par le débat avec les travailleurs. L'unité d'action est une source d'efficacité dans les luttes revendicatives. Elle doit être fondée sur des bases claires et les divergences doivent être dépassées grâce au débat devant les travailleurs, ceux-ci étant appelés à trancher entre les propositions en présence.

5) Une action internationale renforcée, notamment au plan européen pour lutter efficacement contre le capitalisme international, contre les multinationales, contre l'exploitation des travailleurs et la domination des peuples.

III) DES MOYENS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE STRATÉGIE

La situation actuelle, les objectifs poursuivis, l'affrontement de classe qui en découle, conduisent le 37^e Congrès à adapter les moyens de la F.G.M.

Cette adaptation doit porter sur :

- LE SYNDICAT comme base de l'élaboration de la politique fédérale et de celle de la C.F.D.T. Il permet en premier de faire le lien entre les conséquences dans l'entreprise et hors de l'entreprise de l'exploitation capitaliste.

- LA SECTION SYNDICALE dans sa pratique et dans sa participation aux structures de l'organisation.

LA S.S.E., organe essentiel du syndicat pour la lutte dans les entreprises, doit donc participer pleinement à la vie de celui-ci.

- L'UNION MÉTAUX comme structure d'élaboration de la politique de la F.G.M. et de sa mise en œuvre à partir des réalités territoriales.

- LES UNIONS FÉDÉRALES, BRANCHES, comme structures contribuant dans le cadre de la politique de la F.G.M. à prendre en charge les réalités industrielles, à favoriser l'action dans celles-ci, notamment face à la concentration du pouvoir patronal.

L'INTER renforce l'efficacité de la section syndicale au niveau du groupe industriel. Sa force repose sur la capacité des sections insérées dans leur syndicat à mener l'action.

- LE CONSEIL FÉDÉRAL, LA COMMISSION EXÉCUTIVE, LE SECRÉTARIAT NATIONAL, comme organes dirigeants de la Fédération chargés dans le cadre du mandat du Congrès de conduire l'action de la F.G.M., d'en assurer la cohésion et l'unité politique.

- LA FORMATION SYNDICALE, permettant de rendre les adhérents et militants porteurs des aspirations de tous, artisans de la stratégie et de ses objectifs, de développer leur capacité d'analyse et d'action.

- L'INFORMATION SYNDICALE pour combattre l'idéologie dominante face aux moyens considérables de propagande du patronat et du pouvoir.

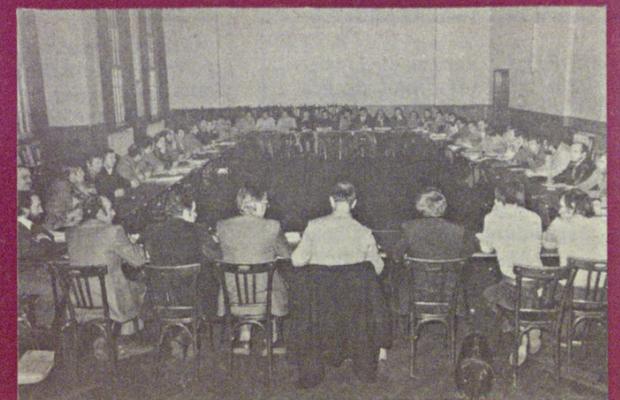
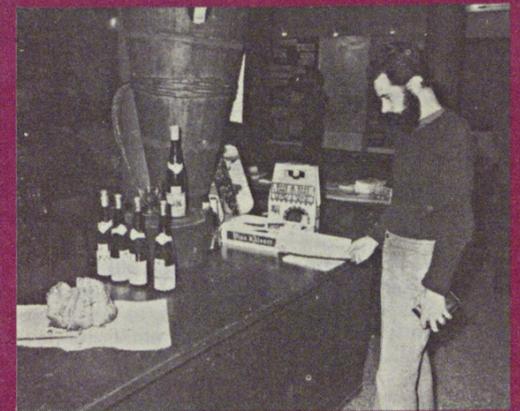
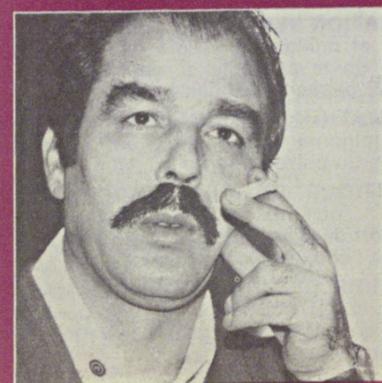
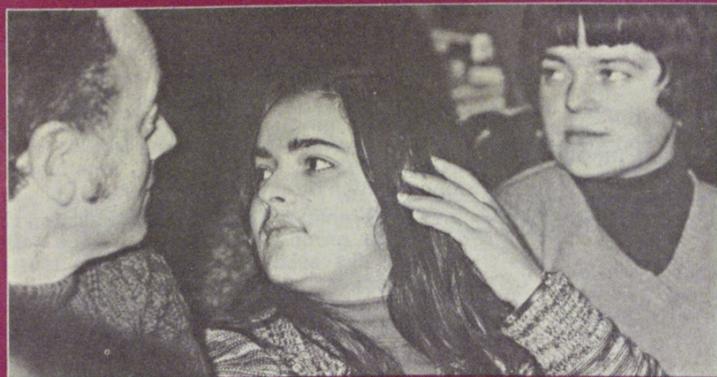
- LA POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT de la F.G.M.-C.F.D.T. Tous nos adhérents doivent s'inscrire dans notre effort de syndicalisation pour renforcer notre organisation et l'efficacité de l'action.

- LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DE MASSE, afin de nous donner de nouveaux moyens pour financer notre action, en faisant en sorte que l'ensemble des travailleurs participent à cet effort.

LE 37^e CONGRES FGM EN IMAGES

Nous avons voulu vous livrer quelques images de ce 37^e Congrès Fédéral dont vous avez pu suivre le déroulement dans les pages précédentes.

Il est impossible de publier toutes les photographies prises à ce Congrès par Gérard Bloncourt : nous avons donc choisi quelques images significatives sur différents aspects du 37^e Congrès :



- 1 - François GUNTZ, au nom de l'Union Métaux C.F.D.T. Alsace, prononce le discours de bienvenue, à l'ouverture du Congrès...
- 2 - ... Et c'est Albert MERCIER, responsable du Secteur Fédéral Action Revendicative, auparavant Secrétaire Général adjoint de la F.G.M.-C.F.D.T. qui prononce le discours de clôture.
- 3 - Un des 61 intervenants qui se sont succédés à la tribune pour exprimer l'appréciation de leurs syndicats respectifs sur les rapports soumis au Congrès...
- 4 - ... de même, les représentants des Unions Métaux sont venus s'exprimer devant le Congrès sur la démarche et le contenu de la Convention Collective Nationale.
- 5 - Une quarantaine de travailleuses de la métallurgie étaient présentes à ce Congrès...
- 6 - ... Ainsi que plusieurs travailleurs immigrés.
- 7 - Les congressistes ont émis plusieurs votes à « mains levées » pour adopter ou repousser les 22 amendements retenus dans les discussions de la résolution générale ...
- 8 - ... Ils ont aussi procédé à plusieurs votes par mandats (quitus, résolution générale, motion préalable).
- 9 - De nombreux invités étaient présents à ce Congrès (délégations d'organisations syndicales étrangères, représentants de fédérations C.F.D.T., de la Confédération...)
- 10 - Un Congrès studieux...
- 11 - ... avec quelques moments de détente devant le stand des produits régionaux d'Alsace...
- 12 - ... et à travers l'exposition passionnante des photographies de Gérard Bloncourt.
- 13 - La première réunion du nouveau C.F., élu lors du Congrès.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Il n'est pas peu dire que jamais nous n'avions eu dans nos congrès, une telle présence de délégations de syndicats étrangers, venues écouter et voir ce qu'est la F.G.M., ce qu'elle veut, mais aussi apporter concrètement l'expression de leur solidarité dans notre action.

Les délégations présentes étaient les suivantes : le Secrétaire Général de la F.I.O.M. (Fédération Internationale de la Métallurgie), le Secrétaire Général de la F.E.M. (Fédération Européenne de la Métallurgie), une

délégation de l'I.G. METALL (Allemagne) conduite par son Président, une délégation de Yougoslavie, de l'U.G.T.A. d'Algérie, de la F.T.M.H. et de la F.C.O.M. de Suisse, de la C.M.B. et de la C.C.M.B. de Belgique, de la C.U.T. Chilienne, de la F.L.M. d'Italie, de la Suède, du Danemark et de la Finlande, de l'U.G.T. et de l'U.S.O. d'Espagne.

Voici quelques extraits des principales interventions :

CHILI

... A la suppression de toute forme d'expression démocratique et syndicale a suivi la plus farouche répression que notre pays ait connu.

D'abord la répression physique nous a laissé un horrible résultat. Plus de 30 000 morts, des milliers de détenus et torturés et plus de 2 500 disparus.

A cette répression il faut en ajouter une autre : la répression par la faim, produit d'une politique économique au service de l'impérialisme et des grandes sociétés multinationales. 20 % de chômage qui signifie 600 000 chômeurs dans un pays d'une population active de trois millions d'habitants...

... Mais malgré tout, les travailleurs chiliens, organisés et dirigés clandestinement par la C.U.T., ont réussi à reconstituer leurs structures et malgré la terreur fasciste, développent aujourd'hui une résistance active face au gouvernement militaire...

... La solidarité internationale est fondamentale. C'est pour cela qu'en même temps nous remercions la F.G.M. et la C.F.D.T. pour la solidarité exprimée jusqu'à présent, nous leur demandons de continuer à agrandir leurs actions...

ALLEMAGNE

... La C.F.D.T., comme l'I.G. METALL, lutte pour un projet de société plus libre, plus humaine et plus juste.

Elle lutte pour une société dans laquelle les travailleurs et tous les hommes se débarrasseront du joug d'une dépendance indigne. Cela fait partie de la meilleure tradition, fondamentale de votre pays, une tradition confirmée et exemplaire pour les Démocraties européennes. Cela fait aussi partie de la meilleure tradition de la lutte syndicale en

France. Pour nous aussi à l'I.G. Métall, lorsque la démocratie fait l'objet de tant d'attaques, la seule manière de défendre la démocratie, c'est de lutter pour encore plus de démocratie.

Si l'on veut que la paix soit assurée à long terme, la politique ne doit pas se limiter à promouvoir les échanges commerciaux entre Pays. Nous ne permettrons plus que le capital et le profit dictent les conditions dans lesquelles nous travaillons et vivons tous.

C'est en fonction de ce principe que nous luttons contre le capitalisme. Le capitalisme n'a jamais fait la paix avec le travailleur et nous ne ferons jamais la paix avec le capitalisme...

ITALIE

... Après avoir battu par la lutte les grands groupes capitalistes privés qui regroupent plus de 300 000 travailleurs, nous avons ouvert depuis 8 mois un front de lutte qui intéresse plus de 400 000 travailleurs dans les secteurs à participation d'Etat...

Cette lutte vise à obtenir un contrôle ouvrier sur les investissements, le développement industriel pour améliorer le niveau de l'emploi, pour obtenir une autre organisation du travail, des conditions de travail meilleures, une réduction du temps de travail, et pour améliorer les salaires.

Cette lutte est un premier pas qui indique l'orientation que nous allons développer en 1978 pour le renouvellement de la Convention Collective Nationale de la Métallurgie.

Pour donner des débouchés positifs à cette lutte et pour imposer un radical changement de la politique économique du gouvernement, nous avons décidé pour le 2 décembre une grève générale des Métallurgistes, avec une grande manifestation à ROME où nous attendons 200 000 participants...

F.E.M.

... Nous nous sommes efforcés de réaliser notre travail à partir d'activités portant sur les trois domaines suivants :

1. Une coopération renforcée et une meilleure coordination entre les syndicats affiliés ;

2. La défense des intérêts des travailleurs dans la politique des Communautés européennes ;

3. Le renforcement d'un contre-pouvoir syndical face aux organisations patronales européennes et aux directions centrales des sociétés multinationales...

... A partir des bases ainsi jetées, la F.E.M. devrait se développer à l'avenir progressivement en une véritable organisation de combat, avec la participation active de toutes les organisations affiliées et de leurs membres dans les entreprises.

F.I.O.M.

... Nous à la F.I.O.M., sommes intervenus et intervenons partout où des travailleurs de la métallurgie sont persécutés à cause de leurs activités syndicales.

En Argentine, au Chili, en Afrique du Sud, au Brésil... Pendant quarante ans nous avons lutté avec nos organisations espagnoles clandestines pour restaurer la démocratie et la liberté en Espagne...

... Notre lutte en vue de soumettre les sociétés multinationales va prendre un nouvel élan.

... A notre dernier Congrès de Munich, nous avons tenté de mettre au point une stratégie pour les trois prochaines années et l'entrée dans les années 80 et d'établir très minutieusement les priorités (emploi, conditions de travail...) sur lesquelles devront se concentrer les efforts de la F.I.O.M. et des travailleurs de la métallurgie du monde entier.

I - Crise économique et réponses gouvernementales et patronales

Au cœur des problèmes, on retrouve la crise du système capitaliste. Mais il faut comprendre que cette crise est mondiale : elle aggrave les disparités avec les pays en voie de développement ; elle est présente dans les pays de l'Est sous les formes des répressions politique et culturelle, du maintien de la hiérarchie dans les entreprises, de révoltes ouvrières en Pologne et en R.D.A.

En France, cette crise est celle de l'impasse productiviste qui se caractérise par : un chômage structurel permanent, lié à une politique d'investissements orientés vers l'économie de la main-d'œuvre, ce qui touche plus particulièrement les jeunes, les femmes et les immigrés ; une inflation qui persiste quels que soient les ralentissements imposés à la production et cela, parce que les multinationales imposent des prix qui les autorisent à financer leurs investissements ; une destruction des entreprises et la liquidation de branches.

Cette impasse productiviste est la conséquence du fonctionnement capitaliste qui produit des biens rentables sans s'interroger sur leur utilité sociale.

Mais cette crise est aussi celle de l'autorité, de l'Etat, des valeurs, comme la C.F.D.T. l'a dit dès mai 68.

Les réponses patronales et gouvernementales consistent à permettre une restructuration en France et un redéploiement au niveau mondial.

- baisse du pouvoir d'achat sans pour autant obtenir une croissance des investissements privés car on assiste à une fuite des capitaux et à des investissements à l'étranger ;
- une augmentation du chômage : + 117 % ; persistance de l'inflation : + 10 % ; persistance du déficit extérieur.

La lettre de Monsieur BARRE aux organisations syndicales renforce cette politique pour 1978...

...Si cet avenir que préparent Patronat et Gouvernement est clair, pour les militants, l'est-il autant pour la masse des travailleurs ? Nous devons dénoncer les opérations « camouflage » qui tentent de masquer que cette politique enfonce un peu plus la France et les travailleurs dans la crise

II - Le problème central : le changement

... Il y a nécessité à une action syndicale, directe, de masse.

Or, actuellement, elle n'est pas à la hauteur de la politique néfaste suivie, notamment, parce que les travailleurs ont une trop grande confiance dans les vertus des changements électoraux.

Sur la crise, le changement, les responsabilités de la C.F.D.T., le renforcement nécessaire de l'organisation,

Edmond MAIRE s'est adressé aux métallos du 37^e Congrès de la F.G.M.



Il faut redresser la barre. La réponse efficace est celle de « l'action articulée » chère à la F.G.M. Il faut sortir de l'action qui se polarise, soit sur les actions dans les entreprises, soit sur des actions fédérales et confédérales, et qui a toujours été insuffisante pour mobiliser faute de convergence suffisante...

... Seule l'action syndicale peut redonner vie à la négociation en créant un rapport de forces...

III - Les responsabilités de la C.F.D.T.

La C.F.D.T. ne doit pas s'enfermer dans un discours politique où elle dirait au P.S. qu'il doit évoluer pour remettre effectivement en cause le pouvoir capitaliste, au P.C. qu'il doit retrouver une volonté unitaire et faire passer son nouveau discours autogestionnaire dans les faits...

... L'essentiel est que l'action de la C.F.D.T. crée un courant pour que les forces sociales soient en mesure de déterminer le rythme du changement et des orientations...

...Alors, les rencontres avec les partis politiques auront été positives : bien sûr, parce qu'elles auront pu aider à l'unité entre socialistes et communistes en montrant qu'il n'y avait pas d'obstacles insurmontables... mais aussi parce qu'elles auront précisé que le Syndicat doit garder son indépendance, doit rester hors du programme commun, ce qui ne signifie pas se taire, mais, au contraire critiquer, proposer même si cela choque parfois.

La C.F.D.T. doit approfondir les réponses à donner à la crise. Notre plateforme confédérale est déjà un progrès, mais il faut la préciser, l'enrichir en développant un débat de masse.

Elle vise à mobiliser pour établir AUJOURD'HUI un rapport de forces et imposer une négociation. Si la Droite gagne les élections, elle restera l'axe d'action qui permettra de redresser la barre, ce sera un recours pour les travailleurs.

La plateforme confédérale propose déjà des axes d'un nouveau type de développement...

Le renforcement de la C.F.D.T.

... La F.G.M. a été, reste la colonne vertébrale de la C.F.D.T.

Aussi, certaines absences dans les interventions paraissent dangereuses à son développement futur :

- **Ingénieurs et cadres** : il est nécessaire d'apporter une réponse aux problèmes spécifiques des cadres.
- **retraités C.F.D.T.** : cet aspect de l'organisation est considéré comme secondaire. Or, ils représentent 10 à 15 % de la population.

La F.G.M. doit être le fer de lance de l'organisation des retraités sans le secteur privé, autrement la C.F.D.T. risque de s'affaiblir.

- **femmes** : 20 % des salariées dans la métallurgie sont des femmes. Or, elles ne dépassent pas 3 à 5 % des délégués au Congrès ! La C.F.D.T. ne peut se satisfaire de cette situation. A la base, beaucoup de femmes font confiance à la C.F.D.T., mais plus on monte dans la hiérarchie, moins il y en a.

...Le devoir de la C.F.D.T. est de développer les actions sur une base la plus large. Les luttes sociales seront le moteur des changements et de l'union politique retrouvée pour ouvrir la voie au socialisme.

La C.F.D.T. est la mieux placée pour mobiliser et pour rendre l'espoir.

Si la F.G.M. prend cette voie en mettant en pratique la résolution de son Congrès, elle apportera une grande aide à la C.F.D.T.

La FGM CFDT progresses et gagne

35 % des métallos s'expriment pour la F.G.M. aux élections de délégués.

Notre organisation a presque doublé ses adhérents en 10 ans. Cela est le résultat de notre dynamisme, de notre action.

A l'initiative du débat sur les inégalités, les conditions de travail, etc... la C.F.D.T. s'engage constamment sur les véritables difficultés rencontrées par les travailleurs.

De nombreux conflits victorieux sont à l'actif des travailleurs avec leurs sections C.F.D.T. Exemples : DASSAULT, SICCNA,...

constamment sur la brèche...

Dans la vie quotidienne, les militants C.F.D.T. sont sans cesse présents, chaque jour, la C.F.D.T. est sollicitée pour donner son avis, exprimer les besoins des travailleurs, des jeunes, des femmes, etc..., expliquer et dénoncer les injustices, les abus, etc...

Alors, sans cesse, la réflexion s'élabore, les revendications se justifient, les activités se développent, les acquis se consolident.

Tout cela passe par la formation, la réflexion, l'information ; en un mot, le développement des moyens de l'organisation, **dont la cotisation est l'unique ressource.**

Le nombre d'adhérents est donc synonyme de moyens d'action, de moyens financiers.

C'est la force que chacun d'entre vous est capable de trouver.

Toujours plus nombreux pour Vaincre

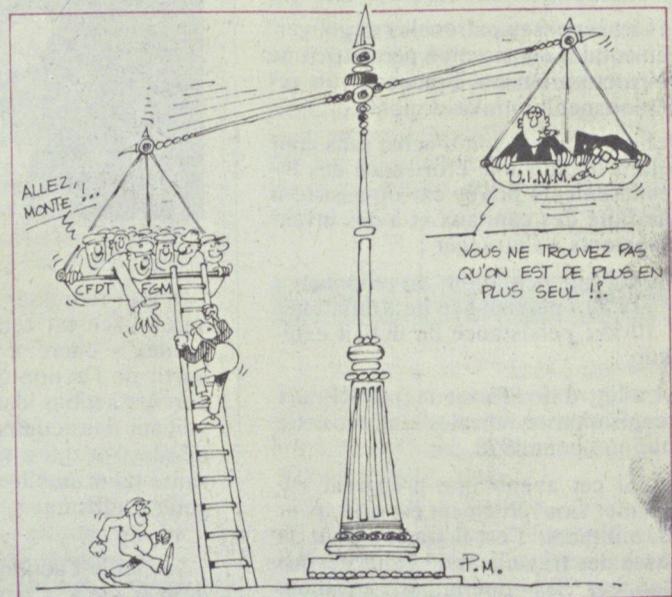
Parce que vous êtes organisés, vous avez réussi à garantir votre emploi ou à vous battre pour que votre usine embauche ou ne licencie pas.

Parce que vous êtes combattifs, vous y menez une action dynamique pour vos salaires, vos conditions de travail et de vie, **vous savez que l'action collective s'organise dans le syndicat.**

Mais peut-être que d'autres ne se posent pas la question, peut-être oublient-ils que le Patronat veut reprendre vos acquis, comme il les piétinent quand le syndicalisme est faible.

Ce qui est acquis tient parce que vous êtes forts et nombreux. Il progressera par votre activité, votre volonté de renforcer la C.F.D.T.

Cette voix des Métaux, moyen d'information (que vous payez) est un moyen de convaincre le copain qui travaille en face, la copine de la chaîne ou du bureau, tous ceux qui veulent une vie meilleure.



BULLETIN D'ADHÉSION :

Nom Prénom

Atelier ou Service Qualification

J'adhère à la C.F.D.T. et j'accepte de payer régulièrement ma cotisation syndicale.

Signature